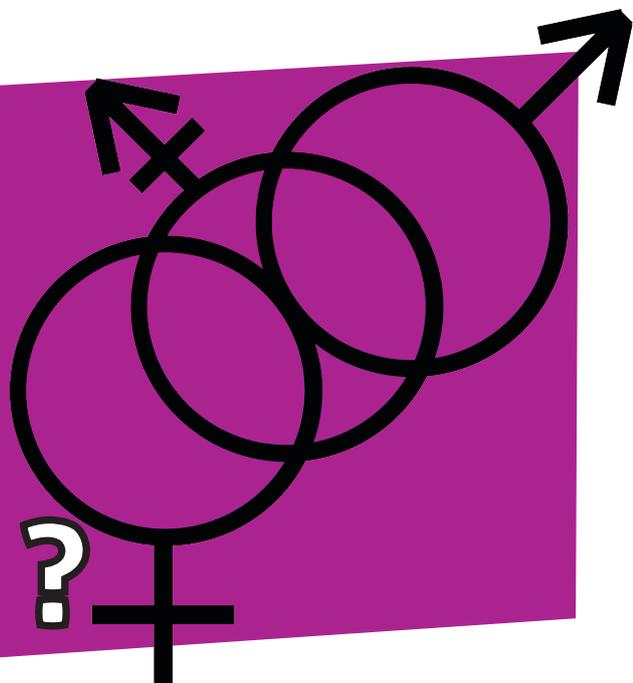


L'EGALITE, C'EST MAINTENANT ?



Les réacs ne feront pas la loi... Défendons l'égalité des droits !

Validé en Conseil des ministres, le «mariage pour tou-te-s» sera examiné en janvier au Parlement. Il aura fallu trente ans de mobilisations pour arriver à cette étape, pourtant la moindre des choses. C'est déjà trop pour les réactionnaires, qui ont manifesté en masse en novembre au nom de la sacro-sainte cellule familiale et du «bien des enfants».

Pourtant, nombre de couples homos ont déjà des enfants, pour qui le problème n'est pas d'avoir des parents de même sexe : c'est de grandir dans une société d'inégalités qui ne leur promet que le chômage et la précarité. Comme les enfants d'hétéros...

l'écho des incessantes provocations homophobes de politiciens, de chefs religieux ou de chroniqueurs mondains. Si leurs déclarations rivalisent de ridicule, elles sont aussi un saisissant rappel de l'oppression quotidienne que subissent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI).

Le projet du gouvernement est pourtant minimaliste : la présomption de parenté et la procréation médicalement assistée demeurent réservées aux hétéros, et pour épouser une personne étrangère, les conventions entre la France et son pays devront le permettre. Mais le PS peut ainsi se donner un air progressiste, alors qu'il fait payer la crise aux travailleurs et aux travailleuses, et aux jeunes.

Sans idéaliser le mariage, qui a longtemps fait des femmes des « mineures légales » et véhicule toujours des normes oppressives, le NPA défend le droit au mariage pour toutes et tous, ainsi que l'égalité juridique et fiscale et le droit à l'adoption pour les homos et les hétéros, marié-e-s ou non.

Quatre agressions signalées en France chaque jour : la vie des gays et lesbiennes – en premier lieu les jeunes de milieu populaire – est toujours faite de violences que le mariage et l'adoption ne feront pas disparaître. C'est cette société qui est en cause. Ses crises sont un terreau fertile pour les préjugés qui divisent. **Au-delà des lois, seules les luttes des lesbiennes et des gays, et l'unité des classes populaires viendront à bout de l'homophobie et du capitalisme.**

L'Eglise catholique se hisse sur le devant de la scène pour défendre ses conceptions rétrogrades sur la famille et la sexualité, quitte à utiliser les prétendues évidences hétérosexistes de certains intellectuels, y compris laïcs. L'UMP fait un pas de plus vers le FN : si le « mariage pour tous » n'entraînera pas la décomposition de la famille qu'ils prédisent, en revanche ils s'en servent comme prétexte d'une recomposition politique très à droite. La presse se fait



L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE CONTINUENT DE FAIRE DES RAVAGES.

Les insultes homophobes, les agressions verbales voire physiques, la discrimination au travail (harcèlement, refus d'augmentations, d'emplois, licenciement, etc.) ou à l'embauche, le refus du don de sang ou d'organes des gays, la non reconnaissance de la transphobie comme discrimination spécifique, les propos homophobes et/ou transphobes de certains politiques, tout cela reste toujours autant d'actualité, voire se développe ! Le plan du gouvernement contre l'homophobie est plein de promesses, mais sera-t-il, comme celui contre les violences faites aux femmes, à moyens constants, donc sans augmentation de budget?

Nous luttons contre l'invisibilité de l'homosexualité dans les supports de représentations de la société comme les films, les livres, la presse mais aussi les cours à l'école, au collège ou au lycée. Nous refusons l'éducation différenciée des garçons et des filles, chacun-e devant correspondre à ses caractères sexuels primaires et secondaires et se comporter en conséquence, et contre l'hétérosexualité obligatoire.

MARIAGE, ADOPTION, ET APRES?

Un projet de loi pour l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe est proposé par le gouvernement. On peut bien évidemment se féliciter de l'avancée en matière d'égalité des droits que cette loi représenterait. La possibilité d'adopter l'enfant de son/sa conjoint-e ouvre enfin le droit à la reconnaissance du rôle éducatif du/de la partenaire du parent. L'adoption plénière ou partielle d'enfants dans le cadre d'une procédure d'adoption classique est un signe encourageant d'un changement de mentalité de la société, même s'il faudra attendre quelques années pour voir la réalité de cet accès à l'adoption.

Enfin, l'accès au mariage et aux droits qu'il ouvre par rapport au PACS est l'aboutissement de longues années de lutte du mouvement LGBTI.

Les réactions de la droite, restent, à quelques exceptions près, dans l'opposition à l'égalité des droits. S'obstinant dans la politique qu'elle a adoptée lorsqu'elle était au pouvoir, elle propose notamment de faire un référendum, bien que 63% de la population soient favorables au mariage des homosexuel-le-s et revendique la « clause de conscience » des maires, qui les autoriserait à ne pas célébrer ces unions.

Cependant, il ne s'agit pas non plus de se laisser

aveugler et ne pas voir la nature profonde de cette réforme. Le gouvernement a beau jeu de présenter des lois dites « de société » qui lui donnent à peu de frais un vernis progressiste, alors qu'il s'attelle au démantèlement des services publics et assume un rôle de médiation indulgente pour les plans sociaux qui se multiplient. Un tel projet de loi ne coûte en effet pas bien cher, et pourrait bien redorer le blason d'un gouvernement qui s'érige en champion de la « tolérance », tout en continuant la politique raciste et sécuritaire de ses prédécesseurs.

De plus, dans le contexte actuel de retour à l'ordre moral, l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe a également une portée de normalisation qu'il ne faudrait pas négliger. Loin de permettre une véritable émancipation sexuelle, on incite les « déviant-e-s » à rentrer dans un moule hétéronormatif de la famille bourgeoise, dont on sait la centralité dans la reproduction des classes sociales et de la domination capitaliste.

Loin de remettre en question ce schéma, on enjoint donc les couples homos à se conformer à une norme hétérosexuelle (monogame, fidèle, fondée sur le partage du patrimoine et l'héritage), et à adopter des enfants pour fonder une « vraie famille », tout en refusant aux lesbiennes l'accès à la procréation médicalement assistée, qui leur permettrait de mettre au monde leurs propres enfants, et ce malgré la promesse de François Hollande sur ce point. Il y a là une contradiction difficilement compréhensible dans la perspective d'un accès égal aux droits – rappelons que les hétéros y ont accès, et qu'il s'agit par exemple pour un couple de lesbiennes de recourir à un donneur. Cette autonomie dans la reproduction n'est pas du goût de l'Etat, pour qui les couples homosexuels seront manifestement toujours des « sous-hétéros ».

LES TRANS CONTINUENT À GALÉRER AU QUOTIDIEN,

que ce soit pour effectuer leur transition, toujours marquée par la pathologisation, la négation du droit de s'autodéterminer et la mauvaise prise en charge niveau santé, pour vivre au quotidien, par les difficultés qu'ils-elles rencontrent pour obtenir leur papiers (et tous les problèmes qui en découlent), par la stigmatisation...

Le plan du gouvernement contre l'homophobie inclut des propositions sur la transidentité. Bien qu'allant dans le bon sens, elles sont plus que floues, et ignorent totalement les trans qui ne s'identifient ni comme homme, ni comme femme. Le plan ne semble s'adresser qu'aux trans qui acceptent de se conformer aux normes

du genre. Le plan ne parle pas non plus des remboursements, ce qui va dans la continuité de la déclaration de Hollande selon laquelle il n'y aurait pas de raison de donner gratuité à ce qui serait un « choix individuel ». Comme si les trans avaient choisi de vivre dans le mauvais genre/corps. Cela signifie-t-il à terme une remise en cause des remboursements actuels, pourtant généralement insuffisants, surtout au vu de la forte précarité de la population trans ?

En Argentine, une loi autorise désormais le libre choix de la mention de genre sur les papiers d'identité, sans avoir à passer par un médecin ou un juge : c'est reconnaître que la perception de son propre genre relève du personnel et de l'intime et non de la société.

INTERSEXUÉ-E-S: STIGMATISÉ-E-S ET INVISIBILISÉ-E-S

Un certain nombre de personnes naissent sans que l'on puisse les étiqueter comme homme ou femme sur la base de l'apparence de leurs organes génitaux. Ne se conformant pas aux critères binaires de notre société, ils et elles subissent souvent des opérations, qui sont de véritables boucheries, puisqu'on ne se préoccupe que d'obtenir des organes sexuels visuellement conformes mais pas forcément fonctionnels : il arrive que des organes fonctionnels soient

JEUNES LGBTI : UNE POPULATION PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLE

L'homophobie et la transphobie frappent particulièrement les jeunes, puisque le moment de la prise de conscience de son identité et orientation sexuelle a en général lieu à une période de vulnérabilité économique et sociale : or les jeunes LGBT qui se font virer de leur foyer familial ont très peu de centres d'accueil où ils-elles peuvent reprendre confiance en eux-elles, rencontrer d'autres personnes qui ont le même vécu ; ils et elles se retrouvent donc particulièrement précaires et dans des situations dangereuses.

Le taux de suicides ou de tentatives de suicide chez les jeunes LGBT reste extrêmement alarmant au regard de celui de la population générale. L'homophobie et la transphobie restent les premières causes de suicide chez les jeunes de 15 à 24 ans.

Pourtant, une association qui intervient en milieu scolaire comme SOS Homophobie vient de se voir retirer son agrément sous les pressions des catholiques intégristes !

- mutilés parce que trop petits ou trop grands !
- L'identité de genre et le droit à disposer de son corps de l'enfant ne sont pas pris en compte, l'opération étant effectuée peu après la naissance au prétexte d'une urgence à normaliser.

LES PROBLÈMES LIÉS AU SIDA RESTENT TOUJOURS AUSSI PRÉOCCUPANTS

- Non seulement l'épidémie touche fortement certaines parties de la population : homos, trans, immigré-e-s, prostitué-e-s, prisonnier-e-s... mais en plus les séropos vivent dans de conditions insupportables : 50% des personnes vivant avec le VIH vivent sous le seuil de pauvreté.

- Souvent stigmatisé-e-s, ils/elles subissent de plein fouet le démantèlement de la santé publique mis en place par la droite. La diminution du personnel hospitalier et les franchises médicales sont des mesures particulièrement dramatiques : les malades du SIDA ne sont pas des patient-e-s rentables. Pourtant, François Hollande s'est fait très discret sur ces questions. Sans doute parce que remettre en cause ces mesures ne fait pas partie de son programme d'austérité « de gauche ».

- Les moyens attribués à la recherche contre le VIH/SIDA sont toujours insuffisants, et les tests écartent ou sous-impliquent certaines catégories comme les femmes, les trans, les usager-e-s de drogue ou les co-infecté-e-s. Les accords sur la propriété intellectuelle comme les accords ACTA réduisent la possibilité de produire des médicaments génériques à bas coûts au détriment notamment des populations les plus atteintes et les plus pauvres. Les moyens de protection sont toujours payants et pensés pour les hommes, alors que les femmes et les jeunes (économiquement précaires) sont des populations où le taux d'exposition est significatif.

- La représentation du VIH/SIDA comme une maladie spécifique aux gays est telle que le don de sang et d'organes leur est interdit, sous prétexte qu'ils constitueraient une « population à risques ». Il n'y a pas de « populations à risques », il n'y a que des pratiques à risques ! L'orientation sexuelle n'a rien à voir dans l'histoire : les gays ne sont pas mécaniquement inconscients, et les hétéros pas naturellement prudent-e-s !

